

Révolution et légitimité

Contribution à l'étude du nationalisme révolutionnaire du Tiers-Monde

A Contribution to the study of revolutionary third-world nationalism: Revolution and legitimacy

Contribución al estudio del nacionalismo revolucionario del Tercer Mundo: revolución y legitimidad

Jean Ziegler

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034573ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034573ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ziegler, J. (1984). Révolution et légitimité : contribution à l'étude du nationalisme révolutionnaire du Tiers-Monde. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 167-171. <https://doi.org/10.7202/1034573ar>

Résumé de l'article

L'auteur pose le problème de la légitimité des Mouvements sociaux de la périphérie qui se dressent contre les oligarchies sur-armées du centre. On ne peut en effet poser la nécessaire question du pacifisme sans dire en même temps que dans certain cas — là où l'oppression ne laisse pas d'autre choix — la révolte armée est nécessaire.

Révolution et légitimité

Contribution à l'étude du nationalisme révolutionnaire du Tiers-Monde

J. Ziegler

Aujourd'hui, dans l'immense Tiers-Monde, les hommes, les femmes sont partout en lutte : des prisons d'Uruguay, d'Argentine, de Colombie, aux déserts du Sahara occidental et du Tchad, des forêts du Zimbabwe, des villes détruites du Liban du Sud aux montagnes du Kivu et de l'Erythrée, des hommes et des femmes combattent, résistent et meurent, pour conquérir, pour eux et leurs enfants, une vie plus digne, plus heureuse, plus libre, plus juste. Mais, en même temps, les anciennes et actuelles classes dirigeantes capitalistes — celles qui, dès la naissance du capitalisme en Europe et de son expansion coloniale au XIX^e siècle, ont toujours détenu le pouvoir économique, social, politique et idéologique dans les sociétés du centre industriel et, par satrapes interposés, dans de nombreuses sociétés

de la périphérie — revisent leur stratégie. Elles restructurent leur système de domination mondiale, rendent plus efficace leur stratégie d'exploitation, rationalisent et potentialisent leurs efforts d'asservissement.

L'opinion publique européenne témoigne, face à ces luttes, d'une attitude profondément contradictoire, ambiguë et équivoque. Mais, dès que la victoire est acquise, dès que les survivants entrent dans la capitale enfin libérée, bref : dès que naît, sur les ruines de la guerre, un État nouveau, indépendant et souverain, l'opinion publique européenne se rebiffe, refuse son soutien, oppose une attitude radicalement critique à la politique des nouveaux gouvernants. Cette ambiguïté, face aux nouveaux États du Tiers-Monde, qui habite des démocraties occidentales, leurs gouver-

nements, leurs journaux, leurs partis politiques, Églises et syndicats, mérite réflexion.

François Mitterand :

Vos héros ont façonné votre histoire. Ils n'appartiennent qu'à vous. Mais les principes qu'ils incarnent appartiennent à tous. Ce sont aussi les nôtres. C'est pourquoi je me sens ici en terre familière. Les grands souvenirs des peuples font de grandes espérances... Nos héritages spirituels, plus vivants que jamais, nous font obligation d'agir dans le monde avec un esprit de responsabilité... Chaque nation, en un sens, est son propre monde. Il n'y a pas de grands, ni de petits pays, mais des pays également souverains, et chacun mérite un égal respect¹.

Un autre problème est à signaler : tous les mouvements armés de libération du Tiers-Monde sont, par la force des choses, des mouvements ultra-jacobins. Quarante-vingt-un combattants voyageaient à bord du *Granma* en décembre

168 1956. Dix-huit ont survécu aux premiers combats et rejoint la Sierra Maestra. Moins de sept cents guérilleros sont entrés à La Havanne le 6 janvier 1959. Au moment de la prise de Managua, le 19 juillet 1979, le Front sandiniste de libération nationale comptait à peine plus de quatre cent cinquante dirigeants et cadres disposant d'une réelle formation militaire et politique. Ils forment aujourd'hui l'armée du nouvel État. En août 1974, trente-trois commandants du PAIGC — pas un de plus ! — ont débarqué sur l'île de Sal. Ils ont pris le pouvoir dans l'archipel des îles du Cap-Vert et édifié la nouvelle République. En 1975, au moment du départ de l'occupant portugais, le MPLA n'était composé que d'environ trois mille hommes et femmes — rescapés des massacres, des prisons et des maquis — ayant une formation militaire et politique sérieuse. La situation était la même au Mozambique après que le Frelimo eut brisé l'offensive du général Kaulza de Arriaga, traversé le Zambèze et mis en échec les troupes d'occupation coloniale.

En 1974, le Frelimo ne comptait guère plus de quatre mille cadres formés : ceux-ci occupent aujourd'hui toutes les positions clés de l'État. À Bissau, même situation : mille cinq cents hommes et femmes sont sortis de la forêt ou sont rentrés de Conakry et de Ziguichor en septembre 1974. Ajoutez à cela les campagnes de *sabotage*, l'os-

tracisme dont ces hommes et ces femmes sont l'objet de la part des anciennes puissances coloniales et des États-Unis et vous comprendrez mieux la mentalité de ghetto, le traumatisme de l'encerclement qui habitent si souvent les dirigeants des nouveaux États. La nature ultrajacobine de leur mouvement et leur traumatisme d'assiégés influencent tout naturellement leur conduite à la tête du gouvernement. Pour nous, Européens, qui jugeons avec tant d'arrogance, de facile conviction, la conduite de ces hommes et de ces femmes miraculés des génocides et des massacres, une conclusion s'impose : il nous faut être intransigeants sur les principes, mais indulgents à l'égard des hommes. Cette attitude facilitera l'amélioration du jugement que nous portons sur les États nouveaux du Tiers-Monde.

* * *

La réussite d'une construction nationale doublée d'une révolution socialiste indépendante représente un précédent menaçant pour l'ensemble de l'ordre impérialiste. Or, les jeunes États ont besoin d'argent, de technologie et se trouvent de ce fait dans une situation de vulnérabilité extrême. Leur marge de manoeuvre pour échapper à la mise sous tutelle par l'une ou l'autre des superpuissances est très réduite. Il en résulte de surcroît des débats internes, conflictuels et souvent dangereux, comportant des risques de dissension non maîtrisables, qui mettent en question l'unité du groupe dirigeant, donc de l'État et de la nation. La question du développement économique, absolument indispensable pour juguler la misère et la faim, se pose dans un contexte sans précédent dans l'histoire : *les ressources des États libérés ne sont pas en marge du monde industriel développé mais continuent à faire l'objet des convoitises des puissances industrielles*. Les États du Tiers-Monde se trou-

vent en fait dans une situation contradictoire qui est presque insurmontable : s'ils refusent l'abandon à l'étranger de l'exploitation de leurs ressources naturelles, ils doivent mettre en oeuvre les moyens de l'assurer eux-mêmes. Pour cela, il faut acquérir à l'étranger les capitaux, les cadres, la technologie nécessaires.

L'un des exemples les plus saisissants de cette situation est offert par l'Angola. En 1984, cet État, né d'une lutte de libération nationale héroïque, doit défendre ses provinces méridionales contre la guerre d'agression et de génocide sud-africaine et lutter contre le sabotage interne de l'UNITA qui dévaste les régions agricoles les plus riches et mine la coalition nationale en favorisant la sécession de l'ethnie la plus importante du pays. Dans ce contexte, l'Angola doit entretenir une armée nationale de 45 000 hommes et, en plus, assurer les frais de stationnement des 18 000 soldats cubains alliés, acheter de l'armement au prix du marché mondial et importer les deux tiers de l'alimentation de sa population. Il ne peut procéder à ces achats qu'au moyen de devises étrangères. C'est le pétrole brut de Cabinda, extrait et commercialisé par la compagnie américaine *Gulf Oil*, qui les lui fournit à 81 % (chiffre 1983). L'Angola était, avant 1975, exportateur de biens agricoles. Le pays gagnait en plus des devises avec le chemin de fer de Benguela qui évacuait sur l'Atlantique le cuivre du Zaïre et de la Zambie. Or, du fait du sabotage de l'UNITA, l'agriculture est ravagée et le chemin de fer de Benguela ne fonctionne qu'à 10 % de sa capacité. Pour le seul chemin de fer, le manque à gagner annuel (taxes, etc.) de l'Angola était en 1983 d'environ 30 millions de dollars.

* * *

Rien ne sert de rêver. On ne peut raisonner contre l'histoire. Les

principes de liberté, de justice, incarnés par la lutte de libération nationale des peuples du Tiers-Monde appartiennent à tous les peuples. Mais les problèmes qu'affrontent les États nés de cette lutte n'appartiennent qu'à eux.

L'exercice du pouvoir d'État, du pouvoir de parti n'est ni basé sur le suffrage universel, ni pluraliste à Maputo, Managua, La Havanne, Praia, Luanda ou Bissau. C'est un fait. On peut le regretter. Mais, je le répète, on ne peut raisonner contre l'histoire. Par contre, le Mozambique, le Nicaragua, Cuba, l'Angola, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert ont réalisé autre chose et mieux (dans l'actuelle phase du développement de leurs forces productives) qu'une démocratie parlementaire : ils ont créé des États, conquis une souveraineté, donné à manger à leur peuple et mis au monde une liberté qui ne mourra qu'avec le dernier des combattants.

Jaime Wheelock, trente ans, en 1984, commandant de la Révolution et ministre de la Réforme agraire du Nicaragua, défend avec force les faiblesses des nouvelles administrations.

Le cerveau d'un homme qui a l'estomac affamé ne fonctionne pas avec beaucoup de subtilité. Et ceci est encore plus vrai lorsqu'un revolver nord-américain est pointé sur le cerveau. Nous avons l'estomac vide et on nous vise à la tête. Dans ces circonstances, il me paraît difficile d'accepter qu'on nous demande, ici, à nous, de créer quelque chose que l'humanité entière n'a pas réussi à créer en six mille ans de civilisation, c'est-à-dire une démocratie aseptisée, comme elle n'existe nulle part dans le monde².

On ne peut reprocher aux Sandinistes le report des élections générales à novembre 1984, alors que le Nicaragua est quotidiennement menacé d'invasion par les mercenaires nicaraguayens, argentins, sud-coréens, financés, encadrés par la CIA et les Israéliens et stationnés au Honduras. Revendiquer aujourd'hui en priorité la liberté de presse dans un pays comme

l'Angola, où l'analphabétisme dépasse les 60 % est une absurdité. Comment s'insurger contre l'instauration du parti unique au Mozambique, alors que ce pays est déchiré par des rivalités tribales et que l'instauration du pluralisme ne servirait qu'à aiguïser la haine entre ethnies hostiles ? En bref : on ne saurait appliquer à l'action gouvernementale des nationalistes révolutionnaires du Tiers-Monde les mêmes paramètres qu'on est en droit d'utiliser lorsqu'il est question de juger l'action du gouvernement socialiste de France, par exemple.

Les socialistes français seront jugés sur leur capacité de rompre avec le mode de production et la rationalité capitalistes, d'instaurer l'autogestion progressive des moyens de production par les producteurs, de distribuer dans un État progressivement décentralisé le pouvoir public aux communautés régionales renaissantes, d'augmenter le bien-être, l'espérance, la sécurité des hommes, de réaliser, enfin, contre tous les impérialismes, cette alliance de l'Europe socialiste avec les États-nations du Tiers-Monde qui, seule, assurera à l'humanité une chance de liberté, de dignité et de survie.

J'insiste : aux dirigeants des nouveaux États nationaux d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, l'histoire demande aujourd'hui, en priorité, *de détruire la misère, de nourrir leur peuple, de développer les forces de production, de distribuer les terres et de créer un pouvoir puissant capable d'empêcher à tout jamais le retour arrogant, sous quelque masque que ce soit, des anciens maîtres*. Dans ces conditions, les paramètres de la démocratie occidentale sont malaisément applicables. Nous, Européens, vivons à des années-lumière des combattants angolais, cubains, sahraouis, salvadoriens, guatémaltèques ou mozambicains. « La tâche de l'intellectuel n'est pas de distribuer l'aménité mais d'essayer

d'énoncer ce qui est ; son propos n'est pas de séduire, mais d'armer (Régis Debray). » S'il est vrai que nous ne devons jamais renoncer à notre sens critique, il n'en reste pas moins que les mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde et les États nouveaux qui naissent de leur combat défendent, dans des conditions difficiles et contre des ennemis communs, les principes de liberté, de justice, de souveraineté nationale qui sont les nôtres. Ces mouvements, ces États ne requièrent pas, ou du moins pas en premier lieu, notre jugement critique, distant, abstrait et neutre, mais notre solidarité.

* * *

Fin juillet 1979 : le président James Carter, prenant finalement acte de la victoire du Front sandiniste de libération à Managua, envoie sa première missive à la junte de reconstruction nationale et à la direction nationale du Front. Son contenu :

Vous étiez nos adversaires. Vous avez renversé un régime ami des États-Unis. Toutefois, je prends acte de votre victoire. Si dans les trois mois qui viennent, vous organisez des élections générales et libres, créez un parlement, bref, transformez votre gouvernement révolutionnaire en gouvernement constitutionnel, les États-Unis reprendront avec vous des relations franches et normales.

Parmi les neuf commandants de la Révolution (trois pour chacune des tendances du Front), le plus âgé, Tomas Borgé — seul survivant des trois fondateurs du FSLN de 1961 — fut chargé de la réponse. Tomas Borgé écrit à Carter : « Notre peuple a déjà voté — avec son sang. »

L'échange Carter/Borgé pose un problème fondamental qui dépasse de très loin le cadre du conflit centraméricain : celui de la légitimité d'un État et d'un gouvernement révolutionnaire, né non pas du transfert de souveraineté colonial ni du suffrage universel, mais d'un acte de violence. Ce problème de la légitimité de gouvernements

170 nés de la guerre populaire prolongée, de l'insurrection anti-impérialiste, conduite par une avant-garde restreinte, dont la légitimité est ratifiée par l'adhésion spontanée d'une majorité du peuple, est aujourd'hui au fondement de tous les malentendus qui opposent les forces progressistes d'Occident aux régimes révolutionnaires du Tiers-Monde. Je vis ces malentendus au sein des congrès et des réunions du Bureau de l'Internationale socialiste depuis maintenant trois ans (depuis le XVe Congrès de l'IS, à Madrid, en novembre 1980 où l'IS a défini sa ligne d'action face aux mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde). Mais je les vis également dans mon métier de professeur. Exemple : j'ai assumé l'hiver dernier un séminaire de doctorat à l'Université de Paris I — Sorbonne. Thème : *La genèse des nouveaux États de la périphérie*. Dans la salle, il y avait une centaine de jeunes intellectuels — hommes et femmes — du monde entier. Leur première objection à ma thèse de la double légitimité : « Mais les régimes du Nicaragua, de la Haute-Volta, du Mozambique, du Cap-Vert, sont-ils vraiment des régimes constitutionnels ? » Rarement, les concepts ethnocentriques de la sociologie politique européenne n'auront fait de tels ravages dans les esprits et provoqué de telles ruptures dans le front de solidarité anti-impérialiste international.

Où réside le malentendu entre révolutionnaires de la périphérie et forces progressistes du centre ? Une immense confusion préside au débat. Les deux superpuissances se sont de facto partagé le monde en des zones d'influence strictement délimitées. Division du monde que les États-Unis ont ratifiée avec les accords d'Helsinki en 1975. L'Union soviétique de son côté a acheté l'année passée encore (elle le fait régulièrement depuis 1972) plus de 51 millions de tonnes de céréales à l'Occident (États-Unis, Canada, Argentine) sur les 1,5 milliard de tonnes produites en 1983.

L'Union soviétique se trouve de fait intégrée dans le marché capitaliste mondial. Elle ne peut — et ne veut — changer fondamentalement les règles du jeu planétaire. Mais voilà : la lutte idéologique — largement verbale — entre les superpuissances continue avec une intensité inchangée. Cette lutte idéologique est amplifiée aujourd'hui par le formidable système de communication de masse qui couvre toute la planète. J'ai vu au nord du Brésil, dans les villages les plus reculés du Ceará, les appareils de télévision, plantés comme des totems sur des piliers au milieu de la place du village. Lutte idéologique menée essentiellement pour la consommation des populations internes des deux superpuissances. Mais cette lutte idéologique, qui n'en est plus une, puisqu'elle ne vise plus à la modification de la réalité vécue par les hommes, masque puissamment la division effective de la planète. Il est donc loisible à la superpuissance américaine de dénigrer — en le désignant comme « pro-soviétique » tout régime, tout gouvernement, tout mouvement insurrectionnel qui ne fonctionne pas sur le modèle occidental de la construction de l'État. Cette diffamation affecte dangereusement — je le répète — la solidarité mondiale entre les forces populaires des

divers pays. Or, pour les États du Tiers-Monde, nés du changement violent du pouvoir et de la société, la solidarité des forces progressistes d'Europe — partis, syndicats, intellectuels, certaines Églises — est vitale.

* * *

Une nouvelle légitimité surgit aujourd'hui à la périphérie. Sa compréhension est difficile pour la raison analytique occidentale. Cependant, cette légitimité se donne à voir. Elle est objet d'enquête empirique. En voici quelques exemples : au Nicaragua, la junte de reconstruction nationale, le gouvernement, le Conseil d'État et la direction du Front ne sont pas nés du suffrage universel. Le Nicaragua n'a pas non plus de constitution — pour l'instant du moins — avec la classique division des pouvoirs, le catalogue des droits de l'Homme et les mécanismes représentatifs du pouvoir par délégation. Mais au Nicaragua, pratiquement tous les hommes en âge de porter des armes sont armés. Plus : l'armement de la paysannerie est dispersé. Des dépôts massifs d'armes modernes sont disséminés dans tous les districts de ce vaste pays. Ce sont les Comités de défense de la révolution, composés par les producteurs eux-mêmes, qui disposent de ces dépôts le long de la côte du Pacifique, dans la Cordillère, sur les côtes de l'Atlantique. Les organisations de masse assument les tâches essentielles de l'État : la santé, la justice locale, l'école, l'approvisionnement. Et — chose encore plus importante — la réforme agraire sandiniste a donné la terre aux paysans. C'est la famille paysanne individuelle qui est propriétaire de la terre qu'elle cultive. Les fermes d'État, mécanisées et ayant une fonction essentiellement de stimulation, d'émulation, ne sont établies que sur les terres reprises au clan Somoza.

Autre exemple : au Salvador,

dans les zones contrôlées par l'une ou l'autre des cinq organisations du Front Farabundo Martí (Morazan, San Vicente, e.a.) un système de « pouvoir populaire » s'est mis en place, qui confie les tâches premières de la vie sociale aux habitants locaux. Cette organisation des zones contrôlées préfigure la société révolutionnaire à venir. Autre exemple encore : le gouvernement de la République du Cap-Vert n'est pas né, lui non plus, du suffrage universel, mais de la volonté de l'avant-garde armée du PAIGC. Cependant, pour la première fois cette année (printemps 1983), le choix des responsables du parti unique s'est fait au bulletin secret. C'est José Brito, ministre de la Coopération, qui, avec son équipe, a mis à la disposition du Congrès du parti un système de vote et de décompte électronique. C'est l'ordinateur qui a fait le décompte des voix pour chaque candidat. Toute forme de vote directif, de manipulation de la base par le sommet, d'influence sur les délégués exercée par les dirigeants, était donc radicalement exclue.

Nous sommes ici confrontés à un débat vaste et compliqué. Débat qui met à rude épreuve la prétention à l'universalité de la pensée juridique et politique européenne. L'invasion nord-américaine directe ou par armées mercenaires déléguées est une menace immédiate pour le Nicaragua. Au Salvador, au Guatemala, des tyrannies militaires, financées, équipées, assistées par les États-Unis, massacrent tous les jours des dizaines et des centaines de paysans, organisés dans les multiples instances du pouvoir populaire. En Afrique, les mouvements de libération armés de la SWAPO, du POLISARIO, du FPLE (Érythrée) subissent l'ostracisme de l'Occident, le déni d'identité et de représentativité. L'OLP palestinienne elle-même lutte en vain depuis 1965 pour sa reconnaissance par l'Occident.

Concluons : une nouvelle légitimité naît aujourd'hui à la périphérie. Des États aux structures et aux fondements radicalement inédits surgissent dans des territoires longtemps dominés par le capital et la pensée occidentaux.

Que les capitalistes d'Occident refusent cette nouvelle légitimité me paraît normal. Ce qui est grave, c'est l'incompréhension, pire : l'indifférence et le refus que des forces progressistes et populaires de nos pays industrialisés opposent aux structures politiques et aux formations sociales nées de l'insurrection. De mars à mai 1871, le peuple de Paris a imposé au monde une société révolutionnaire, fédérative, basée sur le pouvoir populaire. Toutes les forces socialistes, syndicalistes d'Occident vénèrent le souvenir de la Commune de Paris. Mais les nouveaux Communsards luttent, meurent, construisent leur société aujourd'hui à la périphérie. Pour que leurs peuples vivent, s'épanouissent, accèdent à une existence humaine et digne, notre solidarité intransigeante leur est indispensable.

Jean Ziegler

Auteur du livre *Contre l'ordre du monde, les rebelles (Mouvements armés de libération nationale)*, Paris, Éd. du Seuil, 1983 (Coll. Histoire immédiate).

NOTES

¹ François Mitterrand, *Discours devant le monument aux morts de la révolution mexicaine*, Mexico, 20.10.81. Paris, Éd. du ministre des Relations extérieures, Direction des services de l'information, 1981.

² Jean Ziegler, *Contre l'ordre du monde — Les rebelles*, Paris, Éd. L'ass. du Seuil, 1983, p. 25.